

Avant Garde

Journal du Mouvement Jeunes Communistes

ON A FAIM



AU MENU SUITE...

Salah Hamouri libéré p.3
 Gouvernement :
 la fuite en avant xénophobe p.3
 DOSSIER p.4/5
 2012, place aux jeunes !
 formation, travail, égalité, quels enjeux ?
 Interview de Pierric Annot
 HISTOIRE p.6
 50 ans après la décolonisation
 TRAVAIL p.7
 la lutte des sexes

Menu

— *Entrées* —
 suprême d'éducation et
 farandole d'emplois stables

— *Plat de résistance* —
 une vraie vie,
 le droit au bonheur

— *Dessert* —
 cake aux financiers et sa
 crème de spéculateurs

EDITO

2012, LA FIN DE LEUR MONDE

2012 débute comme s'est achevée 2011. Une crise sociale sans précédent, marquée chaque mois par de nouvelles destructions d'emplois et des luttes de salariés pour défendre leurs métiers. Une crise de sens quand tout appelle à la consommation de masse mais que s'entonne le refrain de la rigueur et de l'austérité. Une crise marquée par le désarroi d'une jeunesse en mal d'avenir qui s'indigne et se révolte. Et que dire des drames écologiques, des menaces de guerres et de la gangrène de l'extrême droite qui prolifère au cœur de l'Europe ?

Les élections qui vont marquer cette année pourraient être l'occasion de relever la tête en Russie, au Mali, au Sénégal, aux États-Unis et bien sûr en France. Ici comme ailleurs, une poignée de puissants s'arrogent le droit de dicter leurs programmes à des candidats plus ou moins complaisants. Mais il y a un an, un peu partout autour de la méditerranée, quelques peuples ont montré que l'histoire n'est pas une fatalité, qu'une dictature, qu'elle soit le fait d'un seul ou des puissances de l'argent, ne peut rien lorsque tout un pays décide de prendre son destin en main.

C'est l'appel des jeunes communistes : prenons notre avenir en main ! Allons-nous subir plus longtemps ce « modèle » qui nous condamne à une alternative mortifère : la précarité ou le chômage tout au long de la vie ? Toutes les luttes qui nous ont rassemblées, pour l'éducation, pour des retraites solidaires, pour nos emplois et nos conditions de travail, ce sont les espoirs qui doivent nous réunir cette année.

Alors que la promotion des idées de haine s'organise depuis l'Elysée et le siège du Front National, celles-ci sont relayées sans aucune retenue dans la grande majorité des médias. Elles sont le voile jeté sur les réalités de la crise pour dresser les français contre leurs voisins, plus jeunes, plus vieux, plus étrangers, plus assistés... Ce voile qui voudrait nous faire croire que celui qui touche quelques centaines d'euros d'allocations faute de trouver un travail décent profiterait plus de la situation que celui qui accumule les profits sur le dos du travail des autres.

Sortir de la crise, c'est rejeter radicalement cette société de peur et de haine dans laquelle on nous enferme depuis 10 ans. Sortir de la crise c'est éradiquer la précarité de masse organisée pour garantir les profits d'une infime minorité. Sortir de la crise c'est redonner la priorité aux intérêts de chacun, chaque homme, chaque femme, chaque peuple, pour ne plus se laisser imposer la loi des actionnaires de fonds de pension, de banques et de multinationales.

Sortir de la crise c'est remettre l'humain au cœur des ambitions politiques comme le propose le Front de gauche. C'est refuser l'idée d'une génération de jeunes sacrifiés, perdus pour toute la société. C'est permettre aux jeunes de prendre en main leur avenir.

En 2012, soyons présents : dans la rue et dans les urnes !



Nicolas Bescond

LM Communication
Partenaire de vos événements et manifestations

Fabrique
vos tee-shirts
drapeaux, banderoles,
badges, autocollants...

demandez notre catalogue
numéro unique
partout en France

Personnalisés aux couleurs
de vos Associations/Clubs/Syndicats...

Tél. 0 820 820 404 www.LMcommunication.com

EN BREF

DU FN À L'UMP, DES POLITIQUES QUI CHANGENT NOS VIES (POUR LE PIRE)

Dès son élection en 2007, Nicolas Sarkozy donnait le ton avec la création d'un ministère de l'immigration et de l'identité nationale. Cinq ans plus tard le constat est accablant : manipulation des chiffres, effets d'annonce, les polémiques, les débats à sens unique et les mesures réactionnaires sont les armes quotidiennes de la droite. L'objectif de cette stratégie : détourner l'attention et de diviser la classe des travailleurs.

À l'approche des présidentielles, les deux partis vont crescendo pour faire croire aux électeurs que les solutions à la crise du capitalisme résideraient dans les problématiques de l'immigration et de l'insécurité, que les deux questions seraient intimement liées. Au travers de propositions concernant les populations migrantes légales ou irrégulières, le parti présidentiel et le parti des Le Pen se mènent une course pour savoir qui sera le plus stigmatisant. Les réactionnaires et les xénophobes gouvernementaux veulent faire croire que les « sans papier » sont des fraudeurs en puissance et coûtent cher à la France, ils veulent absolument faire un lien entre délinquance et immigration ou encore intégrer le concept d'identité nationale dans les esprits pour concurrencer le Front National sur son terrain favori.

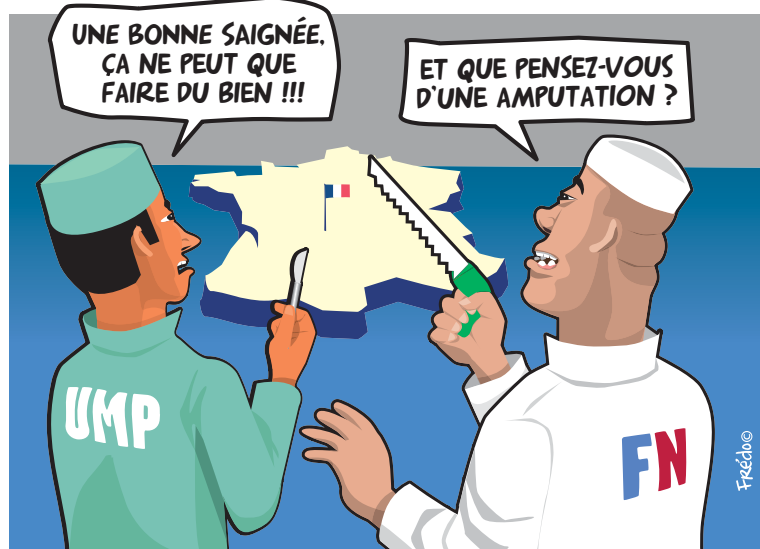
Une politique médiatique matraquée à chaque journal télévisé

Pourtant la politique fondée sur la stigmatisation, la répression et l'exploitation des migrants est irresponsable et injuste.

Quelques chiffres pour comprendre : Les travailleurs immigrés cotisent annuellement 2 milliards d'euros et participent ainsi notamment au financement des retraites. Cependant ils ne bénéficient d'aucun droit correspondant aux cotisations sociales qu'ils versent.

Les travailleurs « sans papier » quant à eux participent pour 4% du Produit Intérieur Brut par an selon l'OCDE. Alors que la droite nous parle de dette publique motivant l'austérité, on constate que le coût de 5 ans d'expulsion correspond au déficit de l'assurance vieillesse. La désignation de boucs émissaires, le rejet de l'autre et le climat de peur proposés par le FN et l'UMP, ne résoudront en rien la situation des 5 millions de chômeurs et des 8 millions de français vivant sous le seuil de pauvreté. Expulser à grand frais, imposer de se serrer la ceinture en temps de crise et dans le même temps de fournir des travailleurs corvéables à merci, tout cela se fait pour les plus grands profit des actionnaires.

Thomas Roger-Moellic



Salah Hamouri est libre !



Notre compatriote Salah Hamouri a été libéré en décembre dernier après plus de 2400 jours de détention dans les geôles israéliennes. C'est un immense bonheur pour tous ceux qui se sont engagés pour faire reconnaître son innocence et dénoncer l'arbitraire qui frappe les 4500 prisonniers politiques encore détenus. Ce sont des femmes, des enfants, des députés et des militants politiques. Parmi eux, Marwan Barghouti, député et militant pour une paix juste et durable entre les deux peuples. Avant Garde reste mobilisé et donne rendez-vous à tous ses lecteurs en avril et en septembre prochains lors des venues de Salah en France !

CLAUDE GUÉANT

LA POLITIQUE DE LA FUITE EN AVANT

En annonçant fièrement « ses chiffres » le 10 janvier dernier, le ministre de l'intérieur, illustre parfaitement la fuite en avant du gouvernement. En se donnant pour objectif une meilleure régulation de l'immigration par sa diminution, alors même qu'elle est un fait amené à croître, il prépare son échec et des désastres humains. Avec « un meilleur contrôle de l'immigration familiale » (12 613 titres), et une légère augmentation du nombre d'étudiants étrangers (60 000), c'est une autre réalité que le gouvernement amplifie : celles des sans-droits obligés de se

cache ? Combien doivent vivre cet enfer ? Une seule certitude : en 2011 environ 200 000 Obligations de Quitter le Territoire Français (OQTF) ont été délivrées et 32 912 expulsions ont eu lieu. On est bien loin d'une invasion tant redoutée par la droite, mais la circulaire Guéant sur les étudiants diplômés vient pourrir encore un peu plus leur vie. En augmentant le seuil des revenus nécessaires, en fermant la porte à certains métiers, en mettant toujours plus leur vie entre les mains de préfets, il en vient même à contredire l'idée d'« économie de la connaissance »

en s'attirant les remontrances – discrètes – du patronat. À Trappes, dans les Yvelines, c'est au moins 6 jeunes qui sont en danger. Qu'ils vivent en famille, suivent des études, aient des parents français ou soient nés ici. Les collectifs qui s'organisent pour les soutenir se donnent un double objectif : faire respecter leurs choix de vie, et mettre en perspective les mesures antisociales dont sont victimes les jeunes, les poussant toujours plus loin dans les trous noirs de la dignité. Un combat que replace chaque humain au cœur de nos choix. ■

Matthieu Brunet

DOSSIER

ÉLECTIONS : PLACE AUX JEUNES !

EN 2012 : À NOUS DE JOUER !

Déjà plusieurs candidats ont annoncé que la thématique de la jeunesse serait au cœur de leurs programmes. Mais plus que des mots ou des déclarations d'intention qui n'engagent que ceux qui les croient, les jeunes ont besoin de s'emparer des questions qui les concernent.

Le bilan de quatre ans et demi de sarkozyme est édifiant. Toutes les générations, des plus jeunes aux retraités en passant par les salariés ou les privés d'emplois, ont été touchés par cette politique qui vise à nous précariser toujours plus. Pourquoi ? Pour répondre aux besoins des marchés et aux injonctions des agences de notation, plutôt qu'aux besoins humains et au progrès sociaux. Le but ? Que ceux qui sont déjà les plus riches, une minorité, continuent à s'engraisser, sur le dos de la majorité, c'est-à-dire nous.

Les premières victimes ? Evidemment les jeunes. Avec la casse de l'éducation de la maternelle à l'université. Avec la multiplication des contrats bidons sur le marché du travail. Ou encore avec le non paiement des bourses dernièrement.

La question de la jeunesse au cœur du débat de 2012.

Agir en partant de nos réalités, de nos préoccupations du quotidien, de nos luttes pour construire des réponses qui correspondent à nos attentes, à nos aspirations et même à nos rêves, voici de quoi nous

avons besoin. Les jeunes communistes prennent ce chemin, en luttant pour les transports en Seine Maritime et en Seine Saint Denis, pour la gratuité des manuels scolaires dans le Pas-de-Calais, contre la fermeture des centres IVG à Paris... Pendant toute la campagne présidentielle, partout en France, ils exigeront un statut social pour les jeunes qui réponde à tous nos besoins en matière d'éducation, d'emploi, d'accès à la santé, à la culture, aux transports, au logement, à la citoyenneté...

Pour que la riposte soit de taille face aux défis immenses qui nous atten-

dent aujourd'hui et demain, l'engagement doit être massif. C'est pour cela, que les jeunes communistes ont décidé d'ouvrir des espaces de discussions et d'actions, au plus près de la vie des jeunes, dans les lycées, les facs, les quartiers, les foyers jeunes travailleurs.

En 2012, envahir le terrain politique c'est mettre au cœur du débat nos luttes et construire collectivement des propositions. Pour changer la vie et la société, il faut être bien plus acteur que spectateur. C'est à nous de jouer !

Fabien Gay



DE LA RUE AUX URNES : FAIRE DU VOTE UNE ARME DE CONSTRUCTION MASSIVE !

A l'heure où des peuples gagnent le droit d'élire démocratiquement de nouveaux gouvernements, en occident les tenants de l'ordre établi, les grands dirigeants des gouvernements et des banques ont peur, peur des peuples et de la démocratie. En Grèce, en Italie les nouveaux gouvernements ne prennent même plus la peine d'être élus mais sont nommés et composés de technocrates de la finance. A qui le tour ? Mais ne croyons pas la formule qui veut que « le peuple ne commande

Au printemps prochain, se tiendront les deux principales élections de notre système politique : la présidentielle les 22 avril et 6 mai et les législatives en juin.

pas, il choisit ses chefs ». Bien au contraire, les principes fondateurs de notre droit et de notre Constitution mettent en exergues le « Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ».

Mais à nouveau, est martelée l'idée que ces élections sont le temps d'une « rencontre entre un homme et la nation ». Passons sur le sexisme, même si il y aurait beaucoup à en dire. « Il n'est pas de sauveur suprême » dit la chanson, et beaucoup aujourd'hui regardent avec distance le spectacle qui s'af-

fiche sur nos écrans. Pour plus d'un jeune sur deux, la campagne qui a débuté n'aborde pas les questions qui nous concernent (sondage Anacej/Ifop). Le chômage, la précarité ne laissent pas croire à un avenir meilleur. Et pourtant partout les jeunes se mobilisent pour leurs bourses étudiantes, pour un emploi stable et bien rémunéré, pour une éducation de qualité.

Redonner sa place au peuple

Faire de la politique autrement c'est faire, sans attendre avril 2012, de ces luttes des tremplins pour changer les choses. C'est poser clairement l'ambition d'une démocratie nouvelle avec une 6^e République qui intègre à tous les niveaux les citoyens aux prises de décisions. Bref, faire de la politique autrement c'est redonner toute sa place au peuple dans le débat public.

C'est l'expérience que propose le Front de Gauche dans cette campagne : ouvrir en grand des espaces militants pour envahir le terrain politique. Partout en France s'organisent des assemblées citoyennes, dans les quartiers, les entreprises, auprès des usagers des services publics. L'objectif : sortir du carcan de la pensée unique, du matraquage médiatique et redonner toute sa place à la discussion et à l'action. L'ambition d'un sursaut démocratique et social salutaire à l'heure de la dictature des marchés financiers.

Renaud Boissac

ÉRADIQUER TOUTES LES DIVISIONS ET DISCRIMINATIONS

En France, on dirait qu'à chaque jour suffit sa haine. Un jour, tous les chômeurs sont accusés d'être des fainéants qui ruinent le pays, le suivant ce sont les étrangers qui menaceraient nos valeurs, nos emplois, nos familles. Pendant que le gouvernement garantit les milliards de ses copains patrons et banquiers, certains de ses ministres ont pour seule mission que nous dresser contre nos voisins. Ils sèment la haine et menacent le vivre-ensemble pour masquer l'exploitation. C'est une atteinte profonde à l'égalité des femmes et des hommes car étudier, travailler, se déplacer n'ont aucun rapport avec la nationalité, le sexe, l'origine ou la couleur de peau. Nos différences ne sont pas des obstacles ! L'émancipation de chacun, notre

épanouissement, dépasser les contraintes et les oppositions du quotidien, c'est permettre l'émancipation de tous. Disposer de son corps notamment pour les jeunes filles par l'accès à la contraception, la régularisation de tous les sans-papiers, le droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers, travailler sur les représentations qui créent la violence et les discriminations envers les femmes, les homosexuels, les immigrés, condamner sans faiblir tous les propos racistes. Tout cela, c'est renouveler, redonner du sens à l'égalité et à la fraternité. C'est avancer vers une citoyenneté pleine et entière dans tous nos lieux de vie. Pour que l'égalité soit une réalité pour tous, tous les jours et ne reste pas lettre morte dans un texte de loi.

Léo Giap





EMPLOIS

ÉRADIQUER LA PRÉCARITÉ !

La logique capitaliste impose à l'ensemble de la jeunesse une période de précarité avant, peut-être, une insertion professionnelle durable. En moyenne l'accès à un emploi stable a lieu aujourd'hui à partir de 27 ans en France.

Alors la jeunesse, au lieu d'être synonyme de découverte, d'émancipation, de construction personnelle et collective, se réduit à la période où s'impose la loi du « chacun pour soi ». Contrainte de se faufiler au travers des sélections tout au long de l'éducation, la vie, ou plutôt la survie, s'organise autour de stratégies d'adaptation à la précarité et à l'austérité.

Faire progresser les droits de tous les salariés

Dans cette campagne électorale, le débat est ouvert : faut-il poursuivre cette logique ? Faut-il encore inventer des nouveaux contrats spécifiques aux jeunes ? Jusqu'ici, plus les jeunes sont sortis du droit commun, plus leur situation s'aggrave et plus celle de l'ensemble des salariés régresse.

Dans les faits, les stages et l'alternance ont massivement été détournés de leur vocation. Il faut leur redonner tout leur sens pédagogique et concrétiser les engagements de tutorats et de formation. Le recours systématique et abusif aux CDD et à l'intérim peut être enrayé dans les entreprises. Le défi est bien de sortir les jeunes de leur situation de faiblesse face aux employeurs (« accepte un stage ou va voir ailleurs »). Or, leur garantir des ressources pour vivre, éradiquer du même coup l'obligation d'accepter n'importe quelles conditions pour survivre ou étudier.

Estelle Brousse

ÉDUCATION

LA RÉUSSITE DE TOUS, UNE NOUVELLE AMBITION

Suppressions de postes, fermetures de filières, classes surchargées, répression ou intimidation des lycéens qui s'engagent : pour le gouvernement, l'éducation doit être soumise aux intérêts des entreprises. Comme pour la réforme des universités, les financements diminuent et les entreprises dictent les programmes. Résultat : les inégalités sont renforcées et de nombreux jeunes arrêtent les études faute d'argent.

4 priorités pour tout changer

Pour sortir l'école des inégalités, 4 priorités sont incontournables : former tout le monde dans de bonnes conditions, permettre à chacun de choisir son parcours y compris grâce une allocation pour ne plus être contraint de bosser en même temps que ses études, développer l'intervention des élèves et étudiants dans leur formation et la vie de leur établissement tout au long de leurs études, développer la qualité des contenus des enseignements et varier les formes de diffusion des savoirs. Il faut aussi que soient respectés tous les droits des jeunes en formation professionnelle. Ça change quoi, concrètement ? Ça permet à chacun de ne pas s'orienter à l'aveuglette ou sans avoir le choix, de réussir ses études sans être en concurrence avec les autres, de développer son esprit critique et d'accéder à un travail épanouissant et justement payé. C'est sûr que la droite et le patronat ne souhaitent pas vraiment que les jeunes décident de leur avenir...

Linda Guardiola

« S'ÉMANCIPER DE L'AUSTÉRITÉ, C'EST POSSIBLE, C'EST SURTOUT NÉCESSAIRE ! »



Comme un refrain qui leur colle à la peau : les jeunes sont, aujourd'hui, une génération de précaires, élevés au biberon de la société de consommation et sacrifiés sur l'autel des profits boursiers. Discussion autour d'une idée imposée comme une fatalité. Entretien avec Pierric Annot, secrétaire général du Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF).

■ **Avant Garde** : Toutes les enquêtes sur les jeunes de France tirent la sonnette d'alarme : la rupture serait de plus en plus forte avec l'ensemble de la société. Partages-tu l'idée d'une « génération sacrifiée » ?

Pierric Annot : Les jeunes sont en effet les premières victimes des ravages du capitalisme et de sa crise. Plus personne ne peut l'ignorer. Sauf qu'aucune mesure d'ampleur n'est prise, bien au contraire. Depuis 30 ans tous les dispositifs notamment pour la formation, l'emploi et l'insertion des jeunes ont renforcé le chômage et la précarité.

Sarkozy est d'ailleurs le champion en ce domaine, son mandat aura été celui de la régression permanente. Indéniablement notre génération est celle qui subit les conséquences du grand bon en arrière libéral. La précarité touche la majorité des jeunes et dans tous les domaines de notre vie.

■ **AG** : Mais en pleine crise du capitalisme, alors que l'austérité s'impose dans le monde entier, est-il possible de porter des réponses qui s'émancipent de ce cadre ?

P.A. : C'est possible et c'est surtout nécessaire ! Les plans d'austérité imposés aux peuples nous enfoncent dans la crise. C'est une spirale infernale : réduire les salaires, diminuer les services publics et provoquer un chômage massif ralentit la consommation et pousse vers la misère ou à s'endetter toujours plus. Pour les jeunes et l'ensemble de la société, c'est donc tout l'inverse qu'il faut faire. Il faut sortir nos droits fondamentaux et les richesses que nous créons de l'emprise des marchés financiers.

Faire cela c'est réorienter les richesses produites vers les besoins humains. Nous voulons créer de nouveaux droits pour les jeunes pour mettre fin à la déqualification des diplômés et aux emplois précaires.

Permettre à tous d'être mieux formés, en maîtrise des nouvelles connaissances, c'est bâtir la société de demain. C'est enclencher de nouveaux progrès de civilisation. Les impasses capitalistes de concurrence, de compétition, de réponses uniquement aux besoins du marché sont les causes de cette crise. Les principes communistes de solidarité, de coopération, de réponse aux besoins humains et de partage des richesses, des savoirs et des pouvoirs sont les solutions pour en sortir.

■ **AG** : Les élections présidentielles et législatives sont un moment clé de la vie politique de notre pays. Qu'attend le MJCF de ces élections pour les jeunes de France ?

P.A. : Nous voulons des actes ! Nous voulons en finir avec les discours électoralistes teintés de méritocratie ou de compassion larmoyante. Au final, on aboutit toujours à la même chose : la précarité à tous les étages. Ces élections sont le bon moment pour que chaque jeune s'impose dans le débat.

Faire en sorte que l'on ne parle pas à notre place et s'organiser pour porter nos ambitions. C'est ce qu'entreprennent les jeunes communistes partout sur le territoire : ouvrir avec tous les jeunes des espaces de débats et d'actions sur nos propositions. Nous l'avons vu en France avec le CPE par exemple, et plus récemment en Tunisie, en Espagne, en Egypte... Lorsque nous envahissons les places, lorsque nous sommes unis pour nos droits, nous sommes capables de tout bousculer.

Ces élections doivent être ce que les jeunes décideront d'en faire. Sarkozy et ses amis sacrifient notre génération pour leurs profits, faisons leurs sentir le vent d'une génération de révolutions. Le Front de Gauche, la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, le millier de candidats aux législatives se présentent comme des points d'appui pour nos combats. Nous voulons nous en saisir pour qu'ils soient les relais de nos combats, de ceux de tous les jeunes. Pour en finir avec les casseurs d'avenir !

Entretien réalisé Nicolas Bescond

INTERNATIONAL

DE LA DÉCOLONISATION AU NÉOCOLONIALISME

IL Y A 50 ANS : L'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE

Le 18 mars marquera cette année le cinquantenaire de la signature des accords d'Évian. Ces accords, signés par le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne et le gouvernement Français, ont mis fin à la guerre d'Algérie, en accordant l'indépendance à cette colonie française.

L'indépendance - droit légitime du peuple algérien - a été obtenue dans le sang : entre 50 000 et 1 500 000 algériens y ont laissé la vie. Ces chiffres sont éloquents. Le pouvoir colonial français a réprimé avec violence tous ceux qui se sont opposés à l'exploitation des ressources algériennes et à l'occupation du pays.

Une répression féroce en France comme en Algérie

Le 17 octobre 1961 à Paris, une manifestation pacifique d'Algériens exigeant l'indépendance a été écrasée. Plusieurs dizaines de manifestants ont été assassinés ce jour-là par la police, des milliers d'autres arrêtés et passés à tabac. La férocité de la répression n'est alors pas due à des « débordements » mais bien à des méthodes délibérément violentes des forces de « l'ordre » dirigées à

cette époque par le tristement célèbre Maurice Papon. Cet événement n'est pas isolé : le 8 février 1962, lors d'une manifestation organisée à l'appel du Parti Communiste



Français contre la Guerre d'Algérie, 9 personnes sont tuées par la police à la station de métro Charonne, à Paris. Cette manifestation dénonçait également l'Organisation Armée Secrète, l'OAS, ces terroristes d'extrême droite pro-Algérie française, qui posaient des bombes et assassinaient - en Algérie ou en Métropole - ceux qui défendaient la cause de l'indépendance.

Bref, le droit à l'indépendance de l'Algérie a été renié par le pouvoir colonial français, et tous ceux qui militaient en sa faveur ont été violemment réprimés.

L'inquiétante « drague » de l'UMP

Cinquante ans après, l'UMP tente de draguer les nostalgiques de l'Algérie Française. Le 10 juin 2011 à Darney, une commémoration pro-OAS a été autorisée par la justice. En Novembre de la même année, Hélié

Denoix de Saint-Marc - un des leaders d'une tentative de coup d'état militaire pro-Algérie française en 1961 - a été décoré de la légion d'Honneur. Une décoration remise par la République à un putschiste ! Sarkozy persiste et signe en janvier 2012 : il cite Hélié Denoix de Saint-Marc dans son discours de vœux aux armées.

Les opposants à l'indépendance de l'Algérie ne sont pas les seuls mis en avant : le gouvernement UMP honore aussi la répression du pouvoir colonial lui-même. Il est par exemple question de déplacer les cendres du général Bigeard aux Invalides. Il était un des dirigeants de l'armée française lors de la guerre d'Algérie, connu pour son utilisation de la torture contre les prisonniers.

La glorification des anciens partisans de l'Algérie française n'est pas anodine, Hortefeux lui-même dévoile les raisons de cette orientation : « Par petites touches, c'est le président rassembleur qui se confirme ».

La crise du capitalisme qui résulte des politiques libérales est un frein potentiel à la réélection de Sarkozy. Afin de s'assurer les soutiens néces-

saires pour rester au pouvoir, et continuer la casse des acquis sociaux, il leur faut rassembler derrière la bannière UMP tous les frustrés de la décolonisation. Peu importe que ces soutiens soient d'extrême droite.

Nicolas Malaquin



Illustrations : Benoît Bedrossian (BEUH)

« LE VIEUX MONDE SE MEURT »

Alors que nous fêtons depuis 2010 « le cinquantenaire des indépendances africaines », ces commémorations sont l'occasion de véhiculer de nombreux mythes, dont celui de l'accès à une véritable souveraineté pour les peuples concernés. Un objectif qui reste à conquérir.

L'impérialisme contemporain est bien plus subtil que celui du siècle passé : à quelques exceptions près on ne parle plus de colonies et tous les pays ont des gouvernements que l'on dit « indépendants »... Et pourtant, les « anciens maîtres du Monde » ont recréé un système dans lequel tout le pouvoir est concentré entre leurs mains. Leur objectif : conserver la mainmise sur l'ensemble des ressources des pays concernés, ressources naturelles, humaines, économiques.

Un système à double face

De manière très officielle, les gouvernants des grandes puissances occidentales s'allient régulièrement pour mener des guerres comme en Afghanistan, en Irak ou

dernièrement en Libye... Ils contrôlent aussi les institutions financières internationales, tel le FMI, qui tient à la gorge nombre d'États par leurs dettes, et qui impose ses politiques : privatisations, libéralisations, ouverture de marchés aux capitaux internationaux, absence de droit du travail... Enfin, des territoires qui devraient avoir le droit à leur indépendance et à la fin de l'oppression sont toujours occupés comme la Palestine et le Sahara occidental.

Surtout, dès les indépendances, ont été mis en place des gouvernements qui préserveraient les intérêts des puissances précédemment coloniales. C'est l'exemple de « la FrançAfrique » : installée avec De Gaulle, elle survit depuis à tous les gouvernements. Ce système, entre-

tenu par la diplomatie française et les grandes firmes transnationales ou par les gouvernements de ces pays, sert autant la constitution de fortunes personnelles qu'à organiser l'exploitation perpétuelle des ressources et des peuples par Areva, Total, Bolloré ou Bouygues. Les interventions régulières de l'armée française en Afrique lors d'élections ou de mouvements de contestations montrent que cette logique est toujours à l'œuvre.

L'heure des expériences alternatives

La crise économique, sociale et politique que traversent les grandes puissances occidentales aggrave encore cette fuite en avant dans un système qui prouve chaque jour son inefficacité et sa barbarie. Au G20 qui réunit les plus grandes puissances de la planète, comme en Union Européenne, un seul objectif : garantir les intérêts des grands groupes quitte à piétiner les peuples. Partout l'austérité signifie des régressions pour les salariés, les jeunes, les retraités, alors que se multiplient les profits



www.anticolonial.net

et les dividendes pour les banques et les actionnaires. Mais les peuples peuvent se réveiller et travailler à de véritables alternatives. Ce qu'on a appelé le « printemps arabe » a ainsi détrôné plusieurs dirigeants amis de nos gouvernements et de la « finance internationale ». De même, en Amérique latine se développent depuis de nombreuses années plusieurs alternatives au modèle américain imposé par les États-Unis à partir des années 1940. Plusieurs systèmes d'intégration régionale, organisations régionales et forums,

ont vu le jour et souhaitent s'émanciper de ceux qui ont mis en place les dictatures sur tout le continent dans la seconde moitié du XXème siècle. La dernière née est la CELAC (Communauté d'États Latino-Américains et des Caraïbes) qui regroupe tous les États d'Amérique sauf les États-Unis et le Canada. Cette création marque la volonté de ses promoteurs de se détacher des « leaders incontournables » du XXe siècle, et de travailler à la création d'un monde différent.

Antonin Picquart



DROITS DES FEMMES

FEMMES ET EMPLOI : LA TRIPLE PEINE

S'il est un domaine où les femmes sont victimes de discriminations, c'est bien au travail. La situation est telle que l'on peut parler de triple peine. Les femmes sont utilisées comme une variable d'ajustement pour diminuer le fameux « coût du travail ».

Les femmes occupent massivement les emplois précaires en France : 80% des temps partiels. Il s'agit souvent d'une situation subie car les salariées concernées souhaiteraient exercer un métier à plein temps. A compétence égale, leur salaire est en moyenne inférieur de 21% à celui des hommes.

Premières victimes de la crise

Les catégories de salariés les plus précaires sont les premières à subir les licenciements. Parmi celles-ci, encore les femmes. Elles représentent 51% des chômeurs mais elles sont plus nombreuses dans les catégories de chômeurs de longue durée (743 000 contre 660 000 pour les hommes). Pour une femme, l'indépendance semble être un rêve lointain car le travail rime avec précarité.

Les clichés ont la vie dure... Si elles occupent les positions les plus basses, cela s'explique par la persistance des préjugés sur le rôle

des femmes dans la société. Récemment, deux enquêtes ont montré les discriminations à l'embauche dont elles sont victimes. Au printemps 2011, un premier bilan sur le CV anonyme révèle que de nombreux employeurs refusent d'embaucher des femmes. Lorsque l'état-civil n'est pas affiché, leurs chances d'être reçues en entretien sont multipliées par 10.

Le sexe premier facteur de discrimination dans le monde du travail.

D'après une enquête réalisée pour l'Organisation Internationale du Travail, non seulement à l'embauche mais aussi dans leur carrière, les femmes sont largement discriminées. C'est devenu le premier critère de discrimination au travail. 25% des discriminations vécues le sont en raison d'une grossesse ou d'une maternité et 23% en fonction du sexe. La raison ? Jugée « incapable ou incompétente », le projet professionnel d'une femme relève du parcours du

combattant. Le choix se fait alors entre vie personnelle et carrière professionnelle. Si elles ont des enfants, les femmes sacrifient souvent leurs carrières au profit de leur conjoint. C'est d'ailleurs souvent un argument pour développer le temps partiel chez les femmes : elles doivent pouvoir s'occuper des tâches domestiques. On en revient à l'idée de « salaire de complément » du début du XX^e siècle...

Les femmes font toujours la majorité des tâches ménagères, à tel point qu'on peut parler de double journée de travail. Du matin au soir, du foyer au travail, l'exploitation est partout. En plus, ces carrières irrégulières conduisent à des retraites moins importantes (600 euros en moyenne), une situation aggravée par la réforme de 2010.

Il reste donc beaucoup de chemin à faire pour aller vers l'égalité réelle. De nombreux droits restent à conquérir. Pour qu'être parent ne soit pas pénalisant, il faut investir dans un service public de la petite

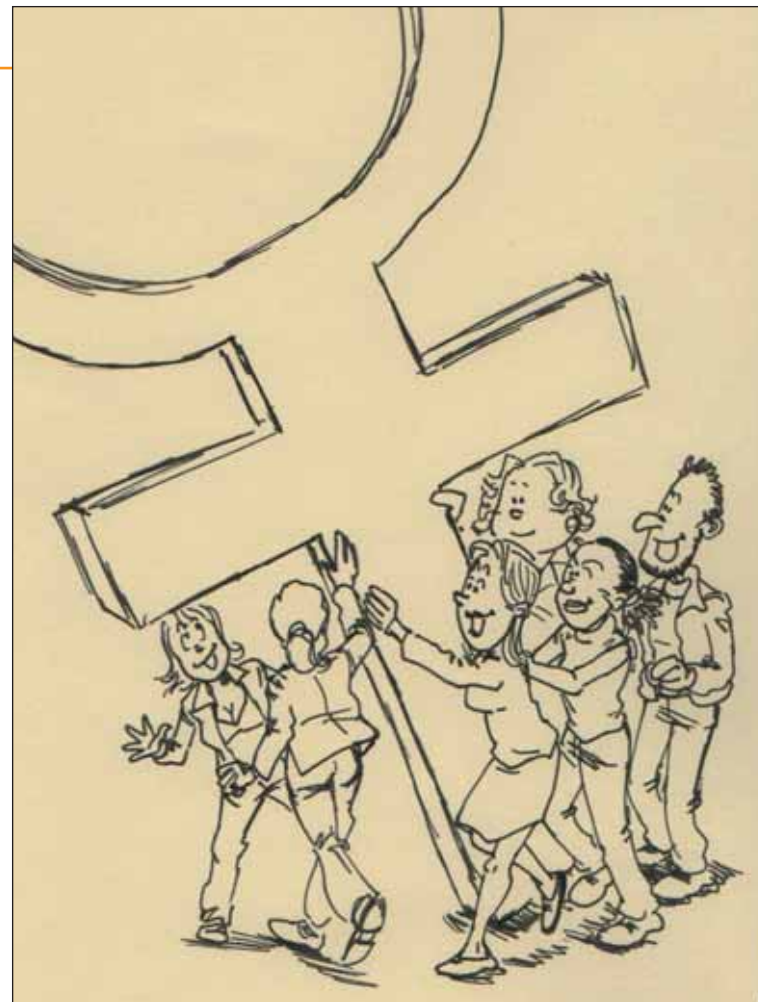


Illustration : Loïc Ramirez

enfance et permettre aux deux parents de profiter de leur enfant sans être sanctionné immédiatement ou pour la suite de leur carrière. L'égalité salariale doit être inscrite dans les conventions collectives. Enfin, les différents contrats précaires doivent être

transformés en contrats stables. En s'attaquant à la précarité de la moitié des travailleurs, on améliore le quotidien de tous. Comme quoi, l'égalité des sexes est l'affaire de tous !

Nordine Idir

LE 8 MARS, UNE JOURNÉE DE LUTTE UNIVERSELLE

Née du combat des femmes pour l'égalité des droits, de meilleures conditions de travail et le droit de vote au début du XX^e siècle, « la journée internationale des droits des femmes » est instaurée officiellement par l'ONU depuis 1977. Cette journée donne lieu chaque année à des manifestations partout dans le monde pour l'amélioration des conditions des femmes.

L'égalité entre femmes et hommes est certes reconnue officiellement mais l'égalité dans les faits est loin d'être appliquée et l'inégalité la plus flagrante est celle des salaires. A l'heure où certains voudraient voir le retour massif des femmes au foyer pour que ces dames contribuent à leur façon à la résorption

du chômage - une partie de la droite et l'extrême droite propose réellement d'accompagner le retour des femmes chez elles pour qu'elles deviennent de bonnes petites ménagères et ne piquent pas le travail des hommes - les femmes sont particulièrement discriminées dans l'emploi et l'accès aux responsabilités (voir article ci-contre).

L'émancipation des femmes : un combat permanent

En politique, c'est le même constat. Les femmes ne s'engagent pourtant pas moins, mais les responsabilités au sein des partis restent massivement l'apanage des hommes, tout comme les mandats d'élus. La loi sur la parité est ainsi régulièrement et consciemment contournée pour empêcher la moitié de la population d'être représentée. Si se pose souvent la question de la compétence des femmes, jamais n'est posée celle des hommes qui seraient donc naturellement compétents. Les femmes peuvent agir en politique. Encore faut-il ne pas voir leur arrivée comme une prise de guerre sur les hommes mais bien une avancée pour l'ensemble de la société.

Au-delà des lois : un combat sur

les représentations sociales

Si depuis les années 70 les femmes ont gagné de haute lutte la reconnaissance de pouvoir disposer librement de leur corps, ce droit fondamental est menacé aujourd'hui. Les centres IVG sont les premiers à fermer dans le cadre des restructurations des hôpitaux, surchargeant les centres restant et ne permettant pas un accueil digne. Dans le même mouvement, de nombreuses maternités sont menacées de fermetures et remettant ainsi en cause l'accès à des soins de qualité. L'éducation sexuelle est minimisée

voire supprimée au lycée, l'accès à la contraception n'est toujours pas libre et gratuite. Certaines régions ont mis en place l'année passée des packs santé pour les lycéens permettant l'accès gratuit à des visites médicales et à la contraception. Mais cela reste trop peu répandu... Au final, des droits sont inscrits dans la loi mais manquent toujours les outils pour les appliquer concrètement. Ce qui revient à ne pas accorder ces droits réellement, et à ne pas lutter contre des inégalités bien réelles, elles.

Malvina Ornans



« Depuis les années 80,
Les femmes sont des hommes à temps plein
Fini les revendications
C'qu'elles ont voulu maintenant elles l'ont »

Michel Sardou, *Être une femme* 2010





© EDF 2012. Tous droits réservés. EDF Energie Co2

L'électricité est au cœur des passions de Paul, elle est essentielle à son épanouissement et à son confort. Tous les jours, nous mettons tout en œuvre pour la produire et la commercialiser au meilleur coût, en moyenne 30% moins cher que dans le reste de l'Europe.

edf.com



Et si son épanouissement passait par ce fil



partenaire officiel

L'énergie est notre avenir, économisons-la!